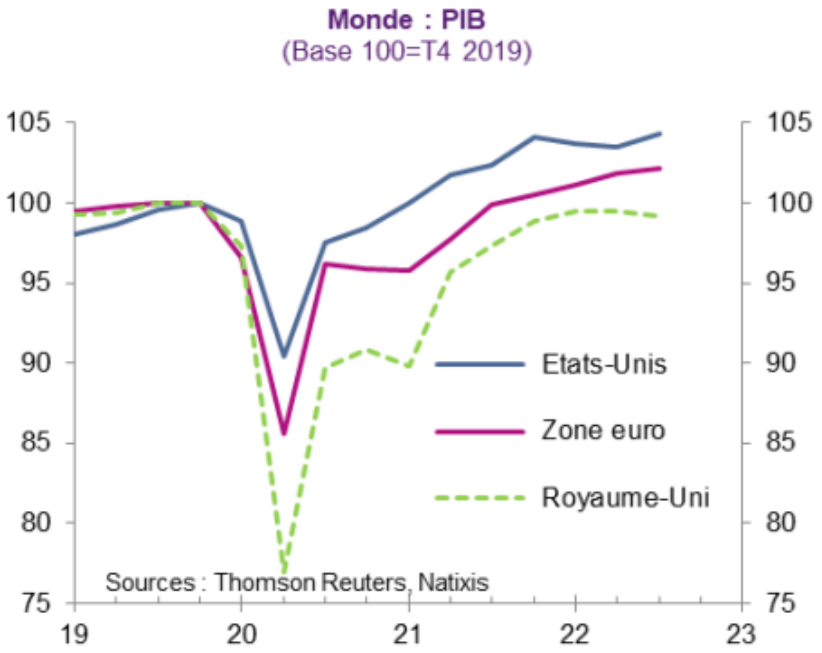
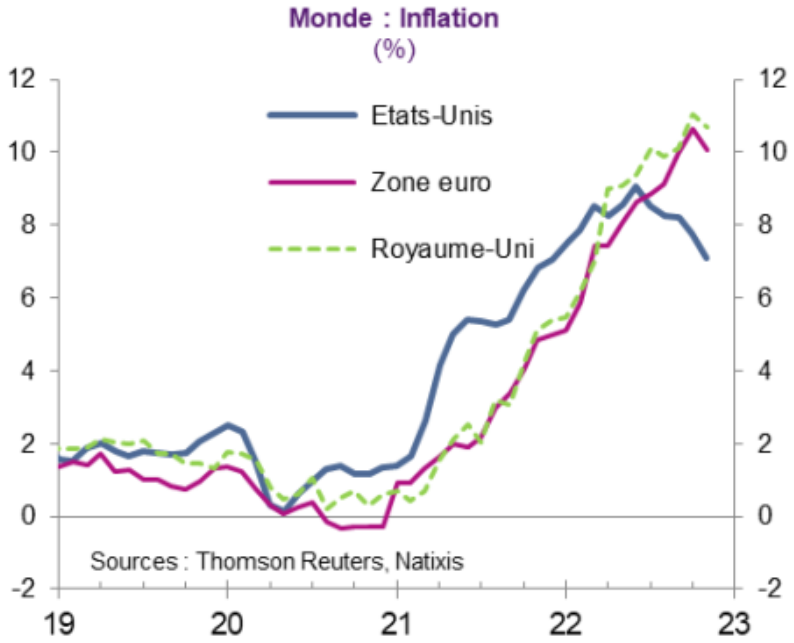
Comptes 2022
Budgets 2023

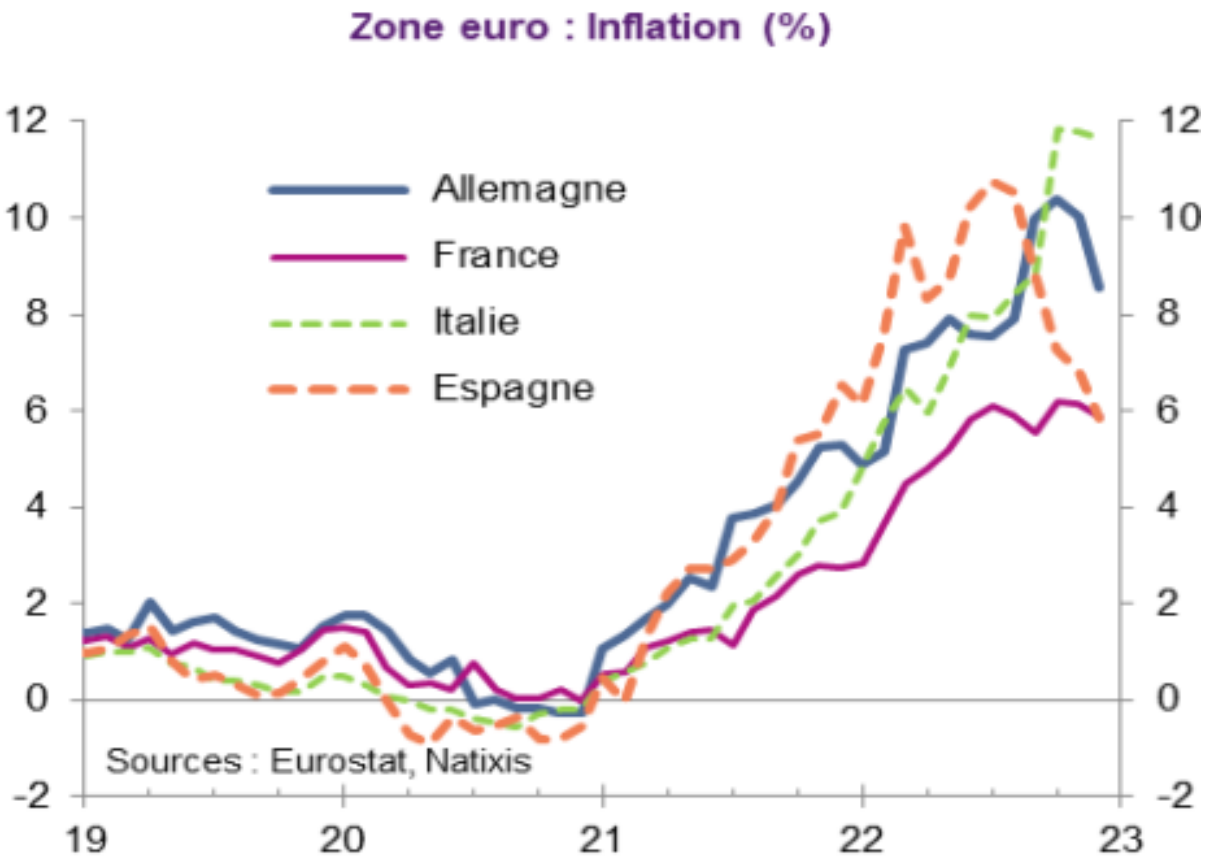
Monistrol-sur-Loire

Monde : ralentissement de la croissance sur fond d'inflation record



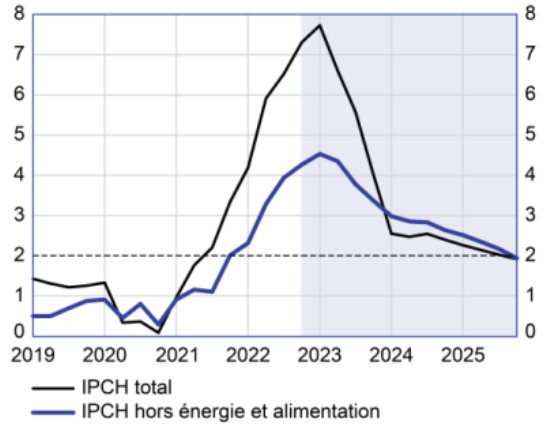


Zone Euro : une année marquée par la crise énergétique



Graphique : IPCH et IPCH hors énergie et alimentation

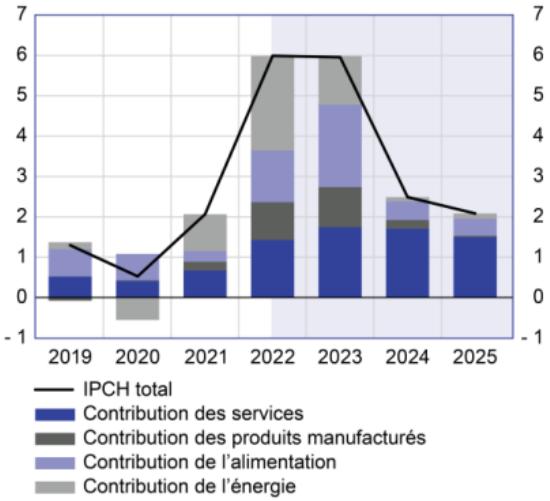
(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2022, projections Banque de France sur fond bleuté.

Graphique : Décomposition de l'IPCH

(croissance annuelle en %, contributions en points de pourcentage)



Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2022, projections Banque de France sur fond bleuté.

Graphique : Taux de chômage

(au sens du BIT, en % de la population active, France entière)

Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2022, projections Banque de France sur fond bleuté.

Prélèvements opérés sur les recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités territoriales en 2023 : un niveau de DGF en augmentation

Les PSR de l'État en faveur des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l'État (83 %) et même de l'ensemble des transferts aux collectivités locales (41 %).

Les PSR s'élèvent à **45,590** milliards € en 2023, c'est-à-dire en hausse par rapport à la LFI 2022. Cette évolution est essentiellement due :

- aux 1 500 millions € (nouveau filet de sécurité 2023) versés aux collectivités pour faire face à la croissance des prix de l'énergie
- aux 430 millions € versés en soutien exceptionnel aux communes et groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique
- à l'augmentation anticipée de 200 millions € du FCTVA en 2023
- à la hausse de 183 millions € de PSR de compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels (liée au dynamisme des bases de ces impositions)
- à l'augmentation prévisionnelle de 47,5 millions € de compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale
- à la diminution prévue de 15 millions € de deux dotations : la DCRTP et la DTCE au titre de la minoration des variables d'ajustement

Il reste à noter la baisse de 6,6 millions € du FMDI pour le département des Pyrénées-Orientales du fait de la recentralisation du revenu de solidarité active (RSA).

A périmètre courant

	LFI 2023 (en milliers €)	LFI 2022 (en milliers €)	Evolution LFI 2023 / LFI 2022
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	26 931 362	26 798 080	0,5%
Dotation spéciale pour le logement des instituteurs (DSI)	5 274	5 738	-8,1%
Dotation de compensation des pertes de bases de contribution économique territoriale et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	50 000	50 000	0,0%
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	6 700 000	6 500 000	3,1%
Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	628 110	580 633	8,2%
Dotation élu local (DEL)	108 506	101 006	7,4%
Collectivité de Corse	42 947	57 471	-25,3%
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	433 823	440 432	-1,5%
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	326 317	326 317	0,0%
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	661 186	661 186	0,0%
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGES)	2 686	2 686	0,0%
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	2 875 214	2 880 214	-0,2%
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE)	378 004	388 004	-2,6%
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	4 000	4 000	0,0%
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	107 000	107 000	0,0%
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	6 822	6 822	0,0%
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP)	284 278	284 278	0,0%
Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement de transport	48 021	48 021	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	27 000	27 000	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	122 559	122 559	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	90 552	90 552	0,0%
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	100 000	-100,0%
Compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	3 825 352	3 641 930	5,0%
Compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de CFE	1 000	1 000	0,0%
Soutien exceptionnel 2022 pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	430 000	0	-
Soutien exceptionnel 2023 pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	1 500 000	0	-
TOTAL	**45 590 013**	**43 224 929**	**5,5%**

Source : LFI 2023

La DGF 2023 évolue et atteint un montant de

26,9 milliards €.

L'évolution du montant de la DGF par rapport à 2022 s'explique par :

- l'abondement de 320 millions €
- la minoration de la DGF des départements de Seine-Saint-Denis et des Pyrénées-Orientales par rapport à 2022 (recentralisation du financement du RSA dans ces départements en 2022)
- la minoration de la DGF des départements susceptibles de rejoindre l'expérimentation de recentralisation du RSA en 2023

Variables d'ajustement : comme en 2022, une baisse très réduite en 2023

La LFI 2023 prévoit une minoration très limitée des variables d'ajustement de 15 millions € pour 2023, fléchée sur les départements et les régions. Elle concerne la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) pour 5 millions €, ainsi que la dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE) pour 10 millions €.
Les variables d'ajustement du bloc communal sont épargnées comme l'an passé.

Stagnation des dotations de soutien à l'investissement local en 2023 sauf la DSIL

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à **1,8** milliard € dans la LFI 2023, montant en baisse (lié à la DSIL) comparativement à 2022 :

- dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : **1 046** millions €
- dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : **570** millions € (**-337** millions € par rapport à 2022)
- dotation politique de la ville (DPV) : **150** millions €

La dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) est renouvelée au même niveau que l'année passée : **212** millions €.

Concernant la DPV, l'article 195 met en cohérence les années retenues pour le calcul du ratio de population résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville, avec baisse du ratio de 19 à 16 % afin d'éviter que certaines communes soient privées de l'éligibilité à la DPV suite à l'alignement des millésimes de population.
De plus, la LFI apporte une précision sur deux critères possibles d'éligibilité à la DPV : le premier reste que la commune soit citée dans la liste (au 1er janvier de l'année de répartition) des quartiers qui présentent les dysfonctionnements urbains les plus importants. Mais le second critère concernant l'existence d'au moins une convention pluriannuelle conclue avec l'agence nationale pour la rénovation urbaine, la situation de la commune est regardée au 1er janvier 2021 (et non plus sur l'année en cours).

Article 198 C C D R

Majoration possible de la DETR et de la DSIL

Il est décidé en LFI que le préfet prendra en compte le caractère écologique des projets lors de la fixation des taux de subvention pour la DETR et la DSIL, afin que les opérations d'investissement favorisant la transition écologique puissent bénéficier d'un taux de subvention majoré.

Article 113 C G D R

Filet de sécurité

La loi de finances rectificative pour 2022 a instauré une aide pour soutenir les collectivités les plus fragiles face à l'inflation et au relèvement du point d'indice.

La période inflationniste se prolonge en 2023 et donne lieu à la création d'un nouveau dispositif d'aide aux collectivités.

Cette dotation concerne les communes et leurs groupements, les départements, la ville de Paris, la métropole de Lyon, les régions et les collectivités de Corse, Martinique et Guyane, qui répondent aux critères cumulatifs suivants :

- une épargne brute 2023 en baisse de plus de 15 % par rapport à 2022
- pour les communes : le potentiel financier par habitant doit être inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant des communes de même strate démographique
- pour les EPCI à fiscalité propre : le potentiel fiscal par habitant doit être inférieur au double du potentiel fiscal moyen par habitant des EPCI à fiscalité propre de même catégorie juridique
- pour les départements : le potentiel financier par habitant doit être inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant au niveau national

La dotation est égale à 50 % de la différence entre l'augmentation des dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain (entre 2022 et 2023) et 50 % de celle des recettes réelles de fonctionnement.

Les collectivités qui pensent être éligibles, peuvent faire une demande d'acompte avant le 30 novembre 2023.

Article 131 C G D R

Crédit du budget général dont le « fonds vert »

Le Gouvernement, engagé en matière de lutte contre le changement climatique, a annoncé fin août 2022 la création d'un fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires : le « fonds vert » inscrit dans cette LFI.

Ce fonds, doté de 2 milliards € d'autorisations d'engagement pour 2023, vise à soutenir les projets des collectivités territoriales en termes de :

- performance environnementale (rénovation des bâtiments publics des collectivités, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets)
- adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation)
- amélioration du cadre de vie (friches, mise en place de zones à faible émission, …)

Articles 195 et 196 C G D

Hausse de la péréquation verticale

En millions €	Montants 2023	Hausses 2022 / 2023
EPCI		
Dotation d'intercommunalité	1 653	**+ 30**
COMMUNES		
Dotation nationale de péréquation (DNP)	794	-
Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	2 656	**+ 90**
Dotation de Solidarité Rurale (DSR)	2 077	**+ 200**
DÉPARTEMENTS		
Dotations de péréquation (DPU et DFM*)	1 533	-
FDPTP**	284	-
TOTAL	**8 997**	**+ 320**

En 2023, elle représente **320** millions €
(230 millions € en 2022)
financés par l'abondement de la DGF.

** Dotation de péréquation urbaine et dotation de fonctionnement minimale*
*** Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle*

- **Dotation d'intercommunalité**

Un EPCI à fiscalité propre ne peut bénéficier d'une attribution de dotation d'intercommunalité par habitant supérieure à 110 % du montant perçu l'année passée. En 2023, ce plafond ne s'applique pas à certaines communautés de communes (CC) : celles de moins de 20 001 habitants dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur au potentiel fiscal par habitant moyen des CC et dont la dotation par habitant perçue l'année précédente est inférieure à 50 % de la dotation moyenne par habitant perçue par les EPCI à fiscalité propre l'année antérieure. La hausse de 30 millions € finance ce déplafonnement pour l'année 2023.

- **DSR**

Pour répartir l'abondement de DGF sur le plus grand nombre de communes, la hausse de la DSR 2023 sera répartie au minimum à 60% sur sa fraction « péréquation ».
De plus, la garantie de l'attribution de la DSR (montant au moins équivalent à celui perçu en 2019) est exceptionnellement prolongée en 2023 pour les communes nouvelles qui y étaient éligibles pour la dernière année en 2022.

Article 55 C G D

Suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

Cette mesure vise à soutenir la compétitivité des entreprises françaises en poursuivant l'allégement de leur imposition. La loi de finances pour 2021 avait initié ce mouvement en divisant par deux le taux de CVAE (passant de 1,5 % à 0,75 %), ce qui correspond à la suppression de la part de CVAE perçue par les régions. Ces dernières sont alors compensées par l'attribution d'une fraction de TVA.

Cet article supprime la CVAE en deux temps pour les entreprises : en 2023, le taux est de 0,375 % puis suppression complète en 2024.
Du côté des collectivités (départements et bloc communal), la perte de CVAE sera effective dès 2023. Ainsi, la part de CVAE perçue en 2023 sera affectée au budget de l'État.

La compensation liée à la perte de recettes de la CVAE se fera par une fraction de TVA. Elle correspond à la moyenne des montants de CVAE (y compris la CVAE exonérée compensée*) perçue sur les années 2020 à 2023, et ce uniquement pour les collectivités ayant reçu un montant de CVAE en 2022.
Chaque année, la fraction de TVA sera constituée de deux parties :

- un montant fixe qui correspond à la compensation,
- la dynamique de TVA (si elle est positive) qui ne sera pas affectée de la même façon selon les échelons de collectivités. Pour les communes et les EPCI à fiscalité propre, la dynamique alimentera un fonds national d'attractivité des territoires et sera repartie (critères à définir) entre les collectivités pour les inciter à maintenir l'attractivité économique de leur territoire. Quant aux départements, ils vont bénéficier directement et individuellement de la dynamique de TVA associée à leur fraction.

Pour les régions, elle sont compensées de la perte de recettes des frais de gestion de CVAE via l'attribution d'une dotation budgétaire.

Baisse du plafonnement de la contribution économique territoriale (CET)

Pour tenir compte de la suppression progressive de la CVAE, le plafonnement de la CET est modifié : passant de 2 % de la valeur ajoutée en 2022 à 1,625 % en 2023, puis 1,25 % à partir de 2024.

La CET étant composée de la CVAE et de la cotisation foncière des entreprises (CFE), à partir de 2024, ce plafonnement porte donc uniquement sur la CFE. En cas de dépassement, l'entreprise peut demander un dégrèvement de CFE.

** Pour les départements, cela inclut le Fonds de péréquation de la CVAE, supprimé par la LFI 2023*

Article 64

Prorogation de la réduction des tarifs d'accise sur l'électricité

Le « bouclier tarifaire » est mis en place à compter du 1er février 2022 et jusqu'au 31 décembre 2023. Il a pour objectif d'accompagner les ménages et les entreprises face à l'augmentation des prix de l'électricité.

Cet article en prolonge le volet fiscal, à compter du 1er février 2023 et jusqu'au 31 janvier 2024, en maintenant le tarif d'accise sur l'électricité aux niveaux minimums permis par le droit européen.

D'autre part, la loi de finances pour 2021 prévoyait l'intégration de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) à l'accise. Ce mouvement va donc amplifier l'effet du bouclier tarifaire.

Pour les communes ou les EPCI qui exercent la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité, il n'y a pas d'impact sur les ressources perçues puisque l'État compensera, sur son budget, les collectivités de la différence.

Article 181 C G D R

Bouclier tarifaire et amortisseur électricité

Le « bouclier tarifaire » est prolongé pour l'année 2023 pour les petites collectivités éligibles aux tarifs règlementés de vente de l'électricité, c'est-à-dire qui ont :

- moins de 10 équivalents temps plein (ETP)
- des recettes de fonctionnement inférieures à 2 millions €
- un contrat d'électricité d'une puissance inférieure à 36 Kva

La hausse des tarifs règlementés est limitée à 15% en moyenne à compter du 1er février 2023.

Pour les collectivités non éligibles à ce bouclier tarifaire, la LFI met en place pour cette année un amortisseur électricité dès le 1er janvier 2023. Pour les collectivités concernées et qui payent leur électricité plus de 180 €/MWh, l'État va prendre en charge 50 % de la facture d'électricité pour les tarifs compris entre 180 et 500 €/MWh.

Article 159 C G D R

Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT)

Le CNFPT est financé en partie par l'État pour les frais de formation des apprentis employés par les collectivités. La création en 2022 d'une cotisation supplémentaire (maximum 0,1 %) à la charge des collectivités territoriales doit amorcer la diminution de la participation de l'État.

D'ici fin 2025, la part de l'État va diminuer pour être remplacée par un financement pris en charge par les collectivités territoriales. Les modalités en seront fixées ultérieurement.

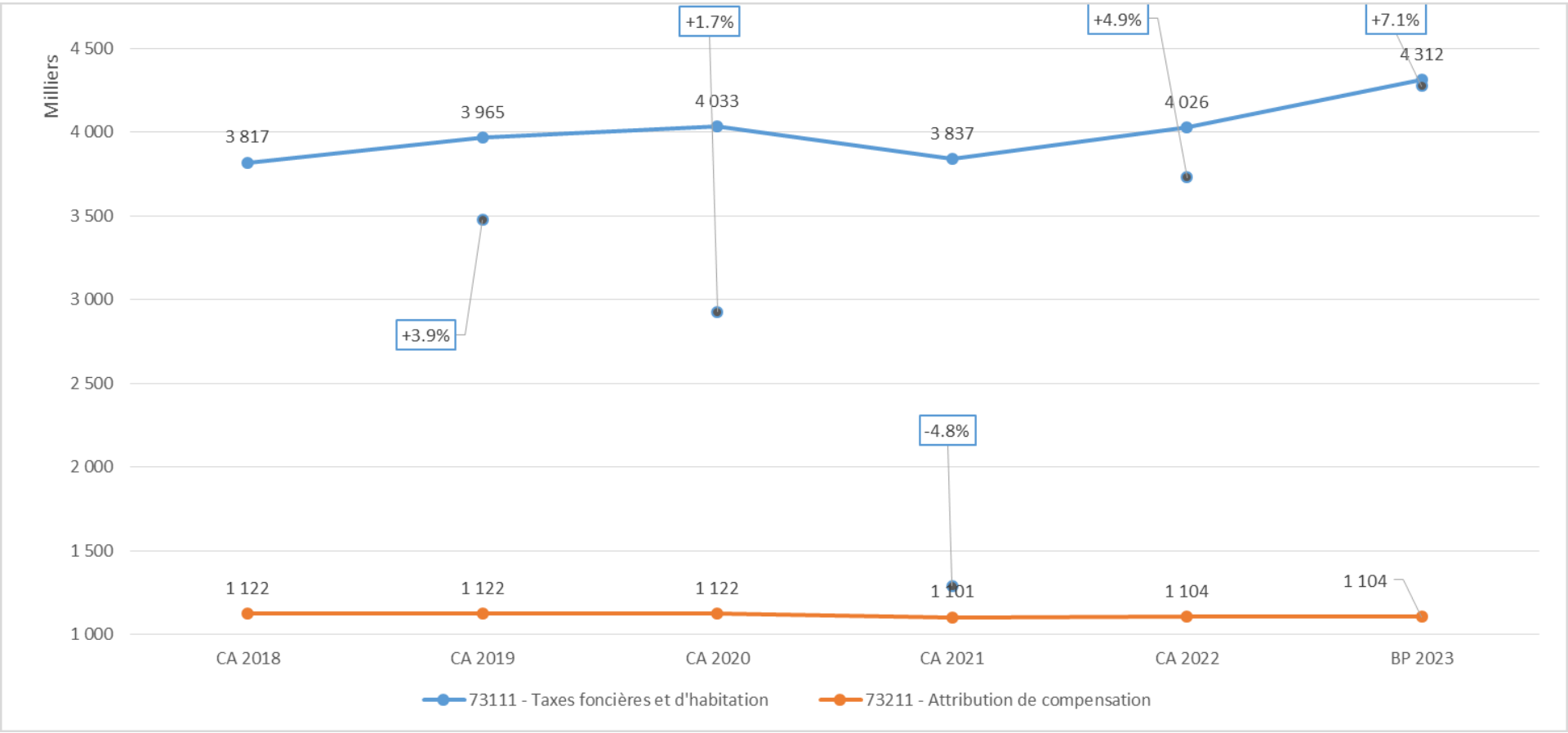
Situation commune: Fonctionnement

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023
Epargne brute	1 784 897 €	1 973 054 €	2 532 376 €	1 999 735 €	1 623 174 €	1 504 383 €
	- €	10.5%	28.3%	-21.0%	-18.8%	-7.3%
Recettes réelles de fonctionnement	9 437 025 €	9 719 832 €	9 956 749 €	9 500 932 €	9 976 208 €	10 384 853 €
Taux d'épargne brute	+18.9%	+20.3%	+25.4%	+21.0%	+16.3%	+14.5%
16 - Emprunts et dettes assimilées	724 495 €	757 773 €	783 854 €	826 783 €	903 843 €	1 737 662 €
Epargne nette	1 060 402 €	1 215 281 €	1 748 523 €	1 172 952 €	719 331 €	- 233 279 €
		14.6%	43.9%	-32.9%	-38.7%	

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023	2021 → 2022 Valeur abs	2021 → 2022 %	2022 → 2023 Valeur abs	2022 → 2023 %
Fonctionnement										
Depenses	**7 652 128 €**	**7 746 778 €**	**7 424 373 €**	**7 501 197 €**	**8 353 034 €**	**8 880 470 €**	**851 837 €**	**11.4%**	**527 436 €**	**6.3%**
011 - Charges à caractère général	1 901 026 €	1 925 806 €	1 690 142 €	1 891 744 €	2 274 323 €	2 486 170 €	382 579 €	20.2%	211 848 €	9.3%
012 - Charges de personnel et frais assimilés	4 259 209 €	4 361 496 €	4 271 126 €	4 352 106 €	4 654 447 €	4 900 000 €	302 340 €	6.9%	245 553 €	5.3%
014 - Atténuations de produits	32 272 €	1 192 €	50 488 €	1 180 €	1 382 €	67 243 €	202 €	17.1%	65 861 €	4764.2%
65 - Autres charges de gestion courante	1 128 999 €	1 163 529 €	1 128 922 €	970 992 €	1 161 364 €	1 173 355 €	190 372 €	19.6%	11 991 €	1.0%
66 - Charges financières	329 828 €	294 139 €	283 694 €	264 828 €	260 563 €	252 702 €	- 4 266 €	-1.6%	- 7 861 €	-3.0%
67 - Charges spécifiques	794 €	617 €		20 347 €	956 €	1 000 €	-19 391 €	-95.3%	44 €	4.6%
Recettes	**9 437 025 €**	**9 719 832 €**	**9 956 749 €**	**9 500 932 €**	**9 976 208 €**	**10 384 853 €**	**475 276 €**	**5.0%**	**408 645 €**	**4.1%**
013 - Atténuations de charges	288 356 €	229 517 €	164 213 €	61 428 €	145 183 €	60 000 €	83 756 €	136.3%	- 85 183 €	-58.7%
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	275 712 €	234 874 €	335 567 €	220 083 €	202 072 €	240 000 €	- 18 011 €	-8.2%	37 928 €	18.8%
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 112 414 €	1 104 096 €	1 054 675 €	1 093 565 €	1 189 639 €	1 244 462 €	96 074 €	8.8%	54 823 €	4.6%
73 - Impôts et taxes	1 121 616 €	1 121 616 €	1 121 616 €	1 101 269 €	1 125 310 €	1 104 567 €	24 041 €	2.2%	- 20 743 €	-1.8%
731 - Fiscalité locale	4 310 377 €	4 499 062 €	4 602 617 €	4 432 117 €	4 692 727 €	4 889 583 €	260 610 €	5.9%	196 856 €	4.2%
74 - Dotations et participations	2 051 694 €	2 063 512 €	1 953 547 €	2 283 887 €	2 368 170 €	2 533 367 €	84 283 €	3.7%	165 197 €	7.0%
75 - Autres produits de gestion c	276 186 €	465 993 €	724 515 €	294 159 €	251 362 €	310 374 €	- 42 796 €	-14.5%	59 012 €	23.5%
77 - Produits spécifiques	670 €	1 162 €		14 424 €	1 744 €	2 500 €	-12 681 €	-87.9%	756 €	43.4%

Situation commune:

Evolution des recettes fiscales

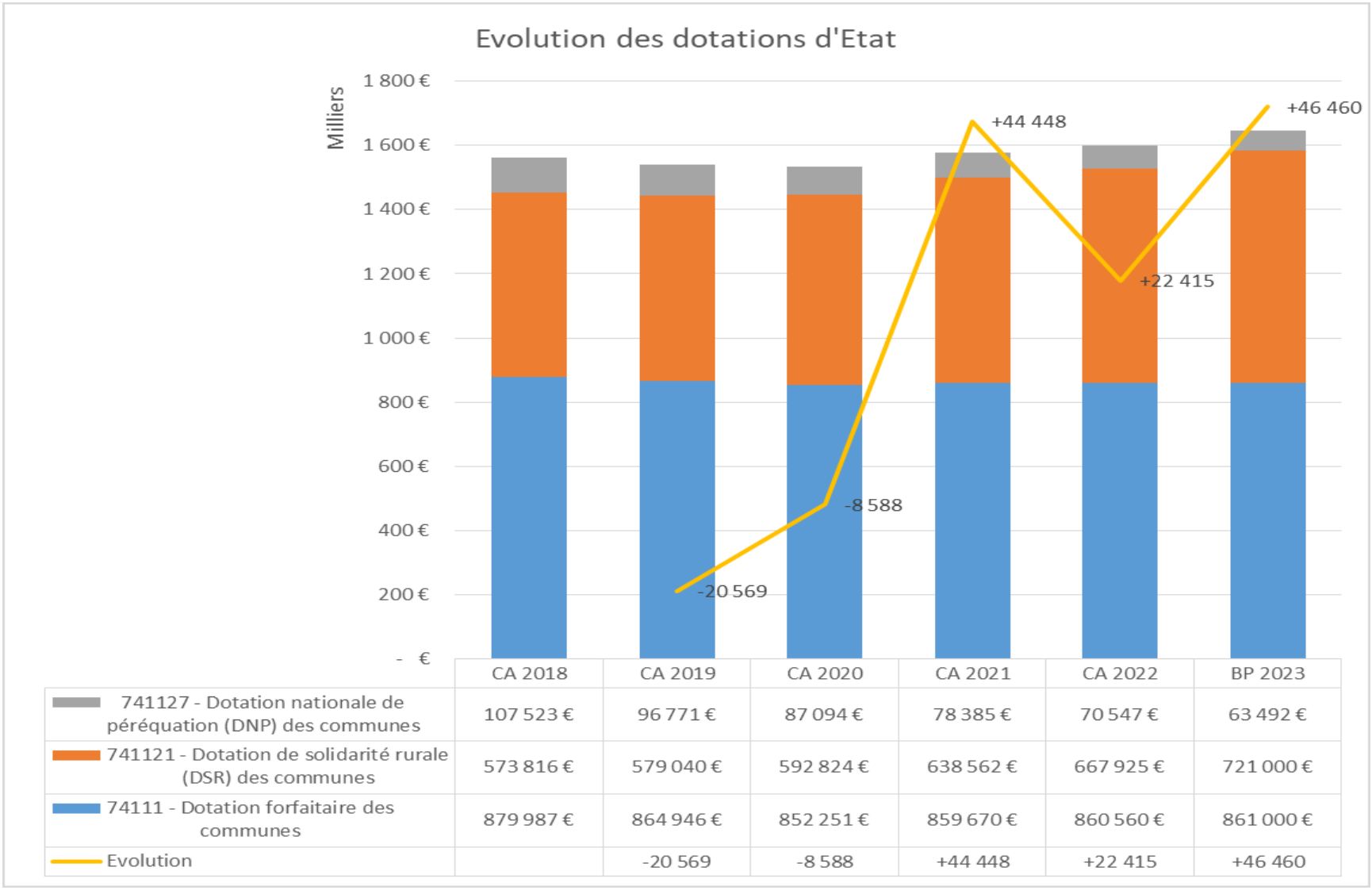


Evolution des recettes fiscales

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023
73111 - Impôts directs locaux	3 816 672 €	3 965 275 €	4 032 731 €	3 837 435 €	4 026 222 €	4 312 083 €
74833 - Etat - Compensation au titre des exonérations de TF	12 137 €	13 203 €	13 459 €	394 988 €	400 578 €	420 000 €
74834 - Etat - Compensation au titre des exonérations de TH	114 859 €	123 883 €	130 032 €			
	3 943 668 €	4 102 361 €	4 176 222 €	4 232 423 €	4 426 800 €	4 732 083 €
	Variation	158 693 €	73 861 €	56 201 €	194 377 €	305 283 €
		4.02%	1.80%	1.35%	4.59%	6.90%

Situation commune:

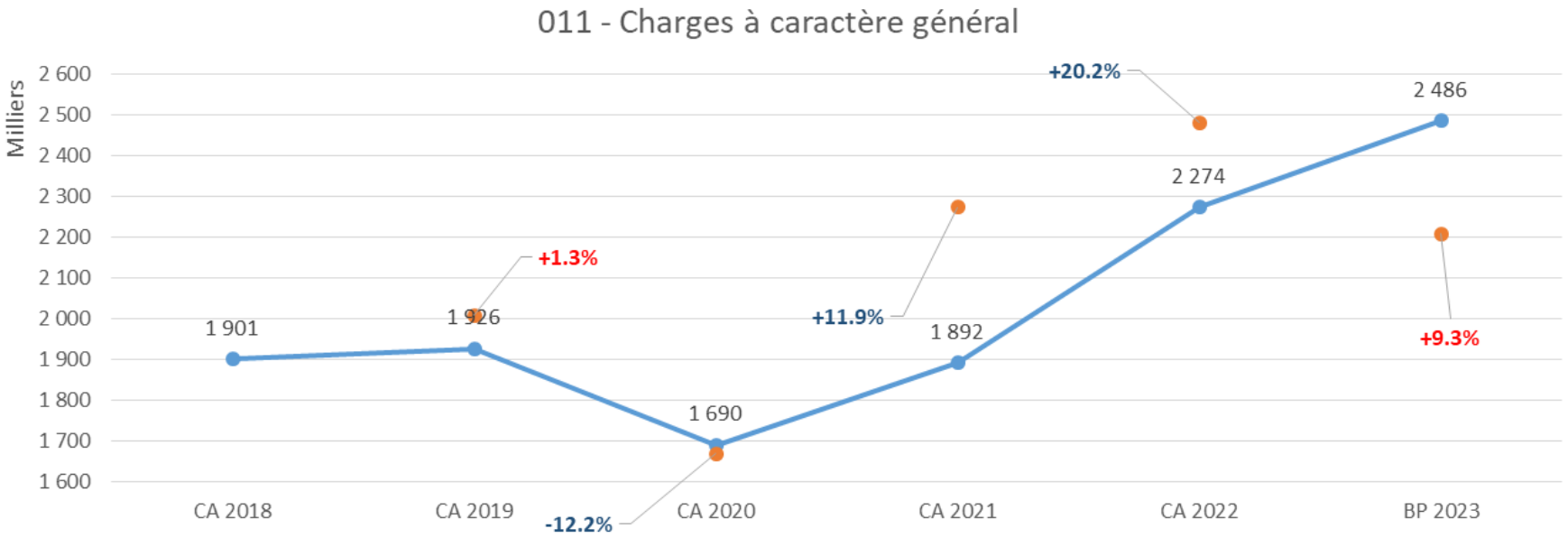
Evolution des dotations d'Etat forfaire et péréquation verticale



	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023
741127 - Dotation nationale de péréquation (DNP) des communes	107 523 €	96 771 €	87 094 €	78 385 €	70 547 €	63 492 €
741121 - Dotation de solidarité rurale (DSR) des communes	573 816 €	579 040 €	592 824 €	638 562 €	667 925 €	721 000 €
74111 - Dotation forfaitaire des communes	879 987 €	864 946 €	852 251 €	859 670 €	860 560 €	861 000 €
Evolution		-20 569	-8 588	+44 448	+22 415	+46 460

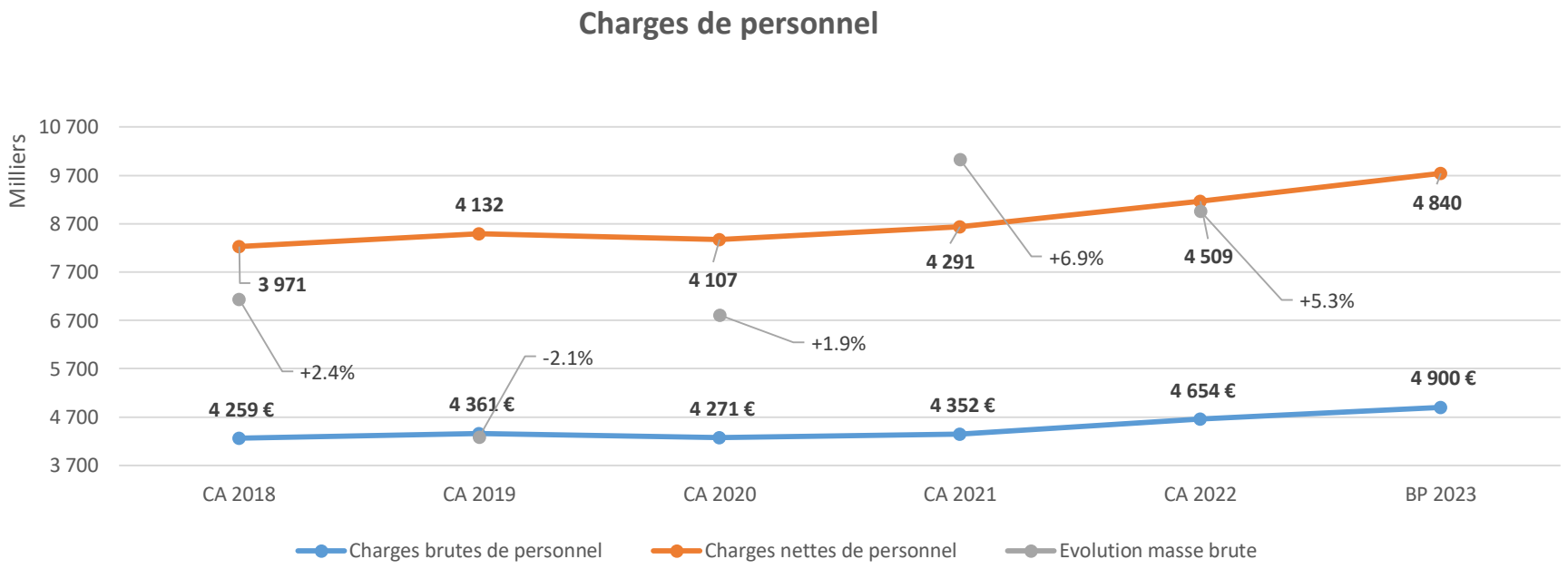
Situation commune:

Evolution des dépenses



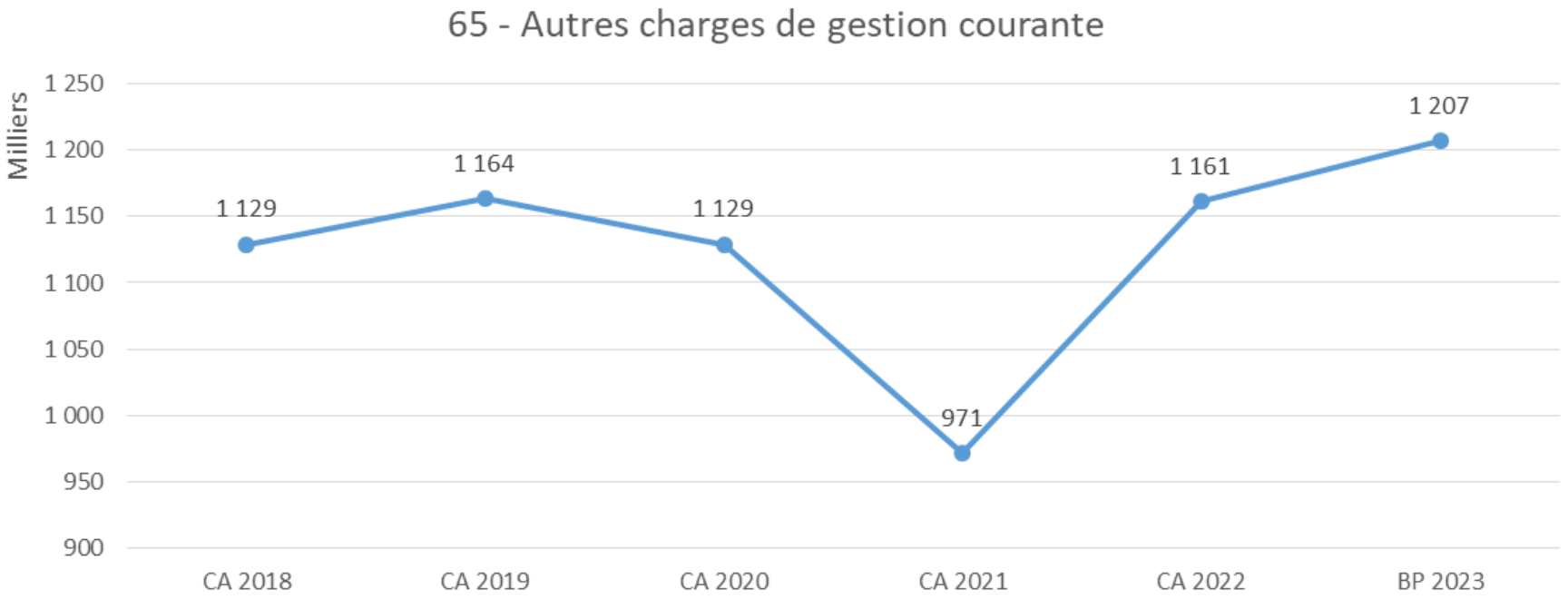
Situation commune:

Evolution des dépenses



Situation commune:

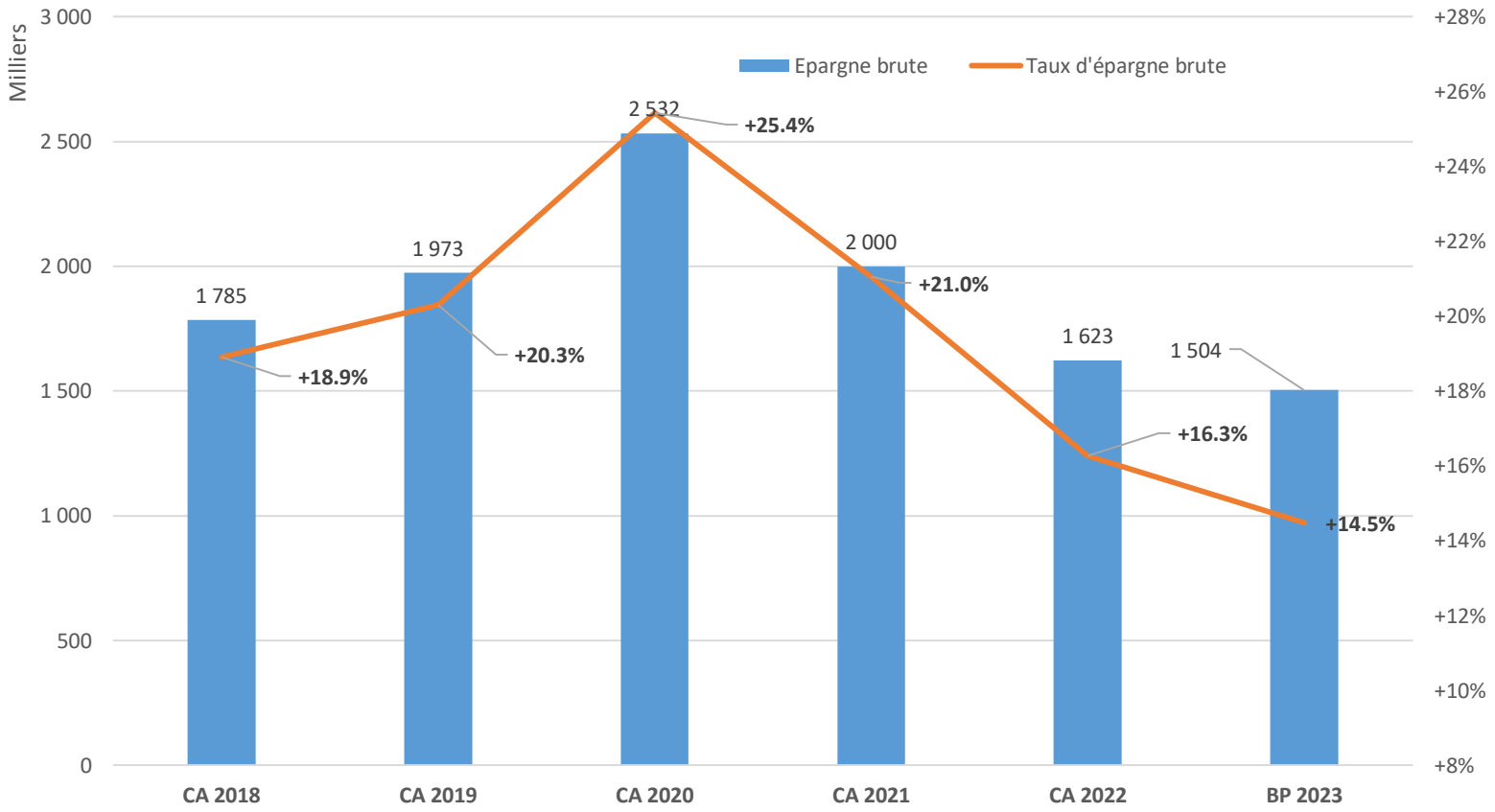
Evolution des dépenses



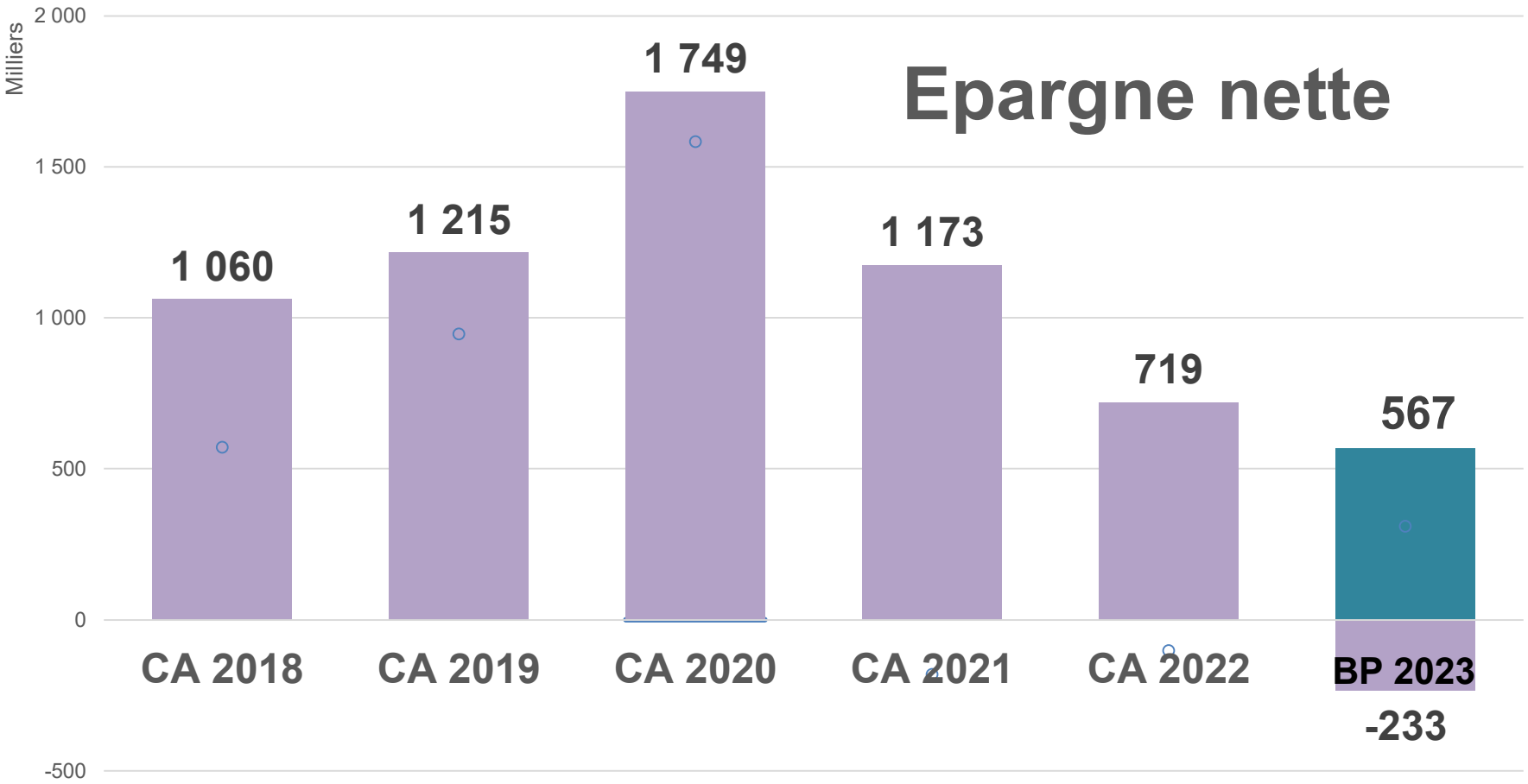
Subventions : CCAS, SPIC, OGEC, associations 1901

Situation commune:

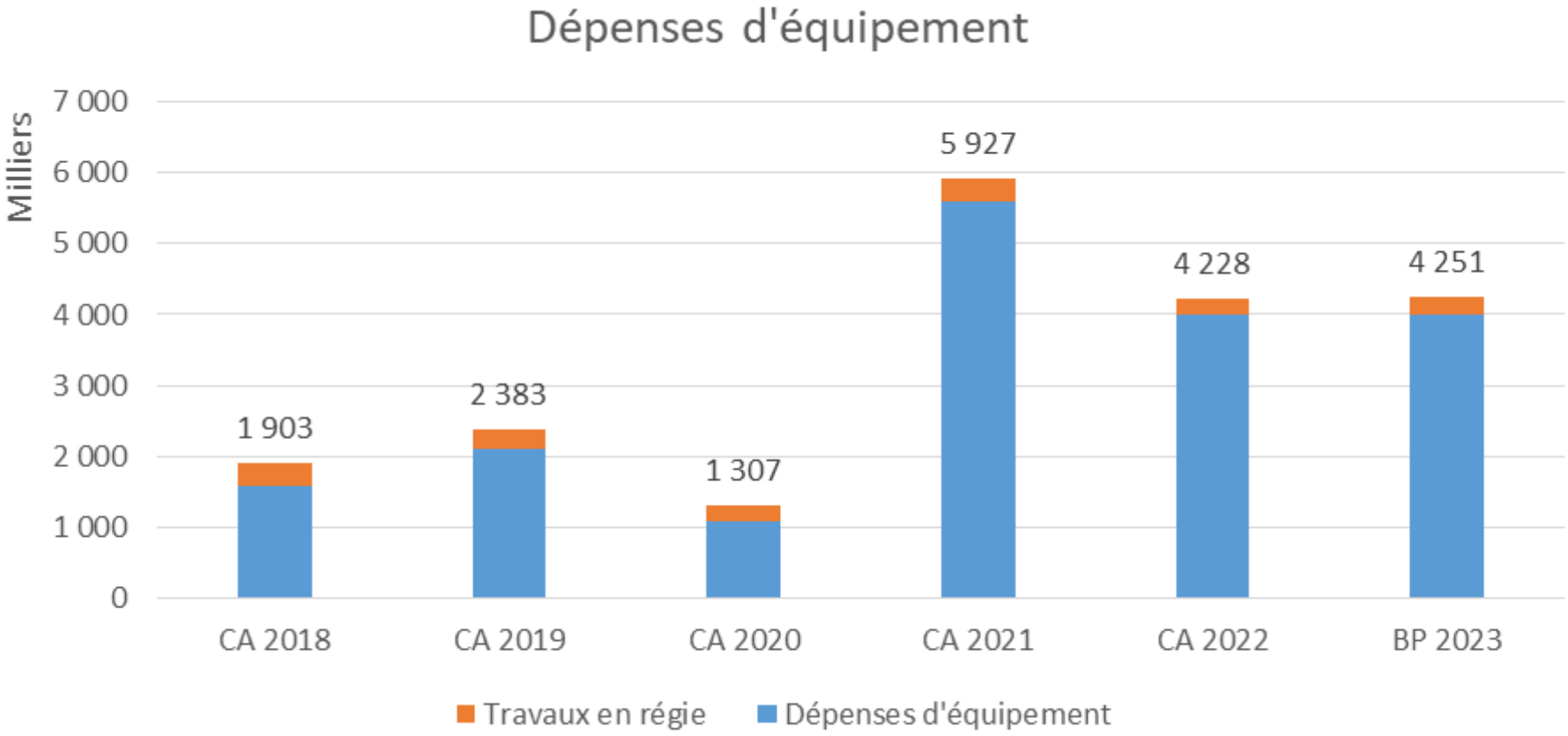
Evolution du taux d'épargne



Situation commune:

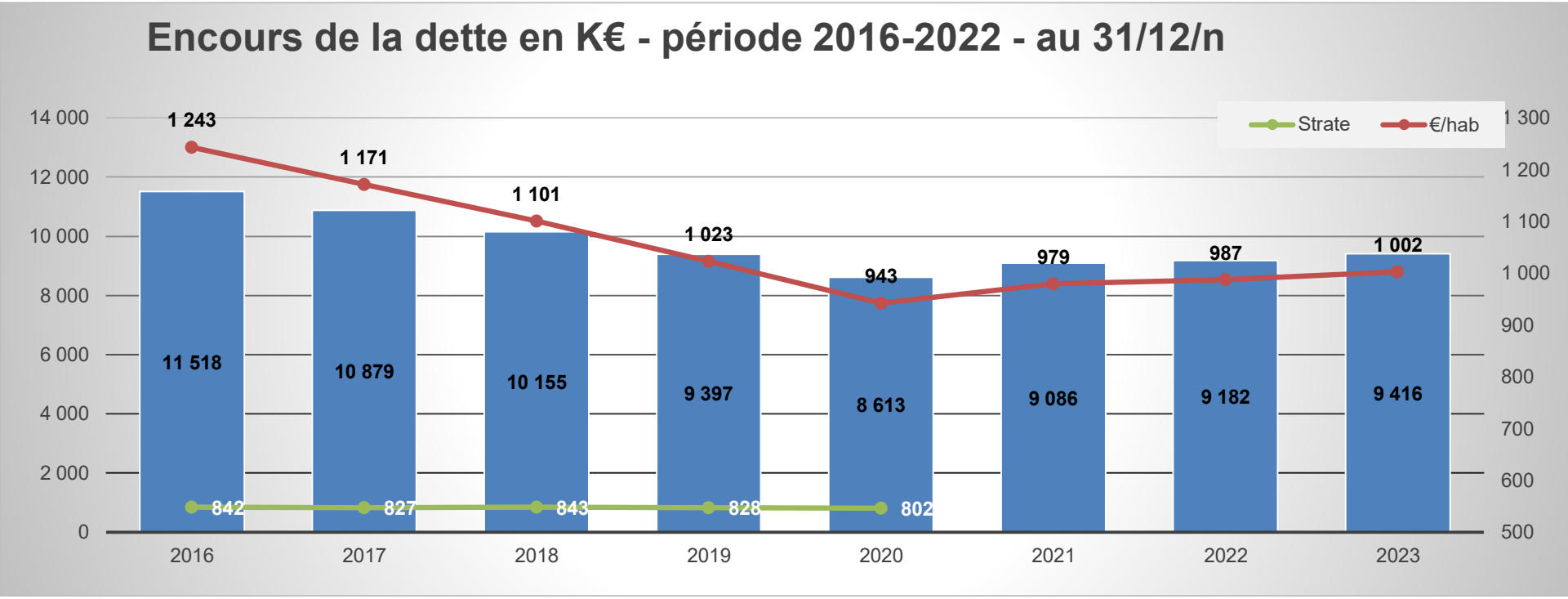


Situation commune:
Investissement



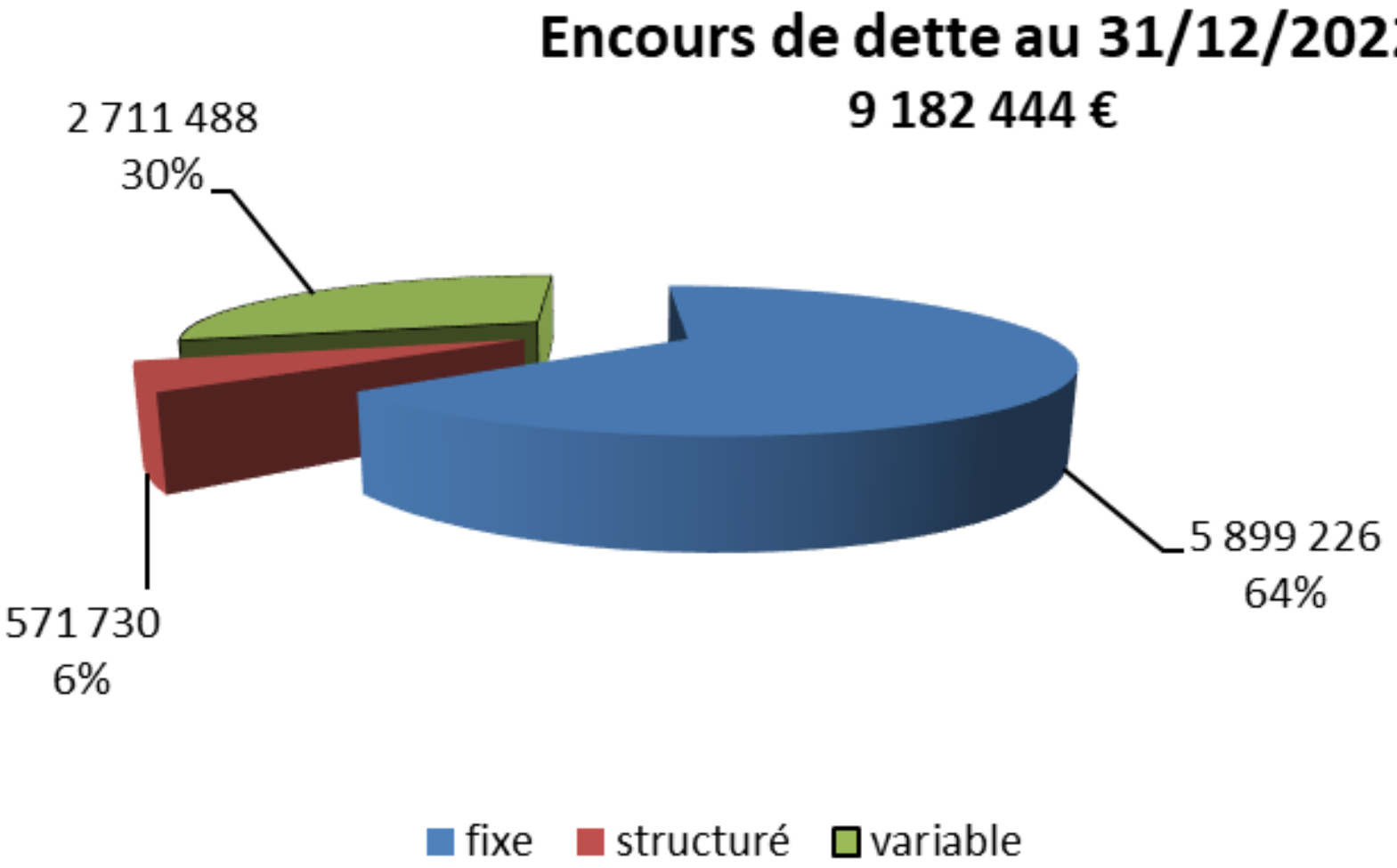
Situation commune:

Evolution de l'encours de la dette

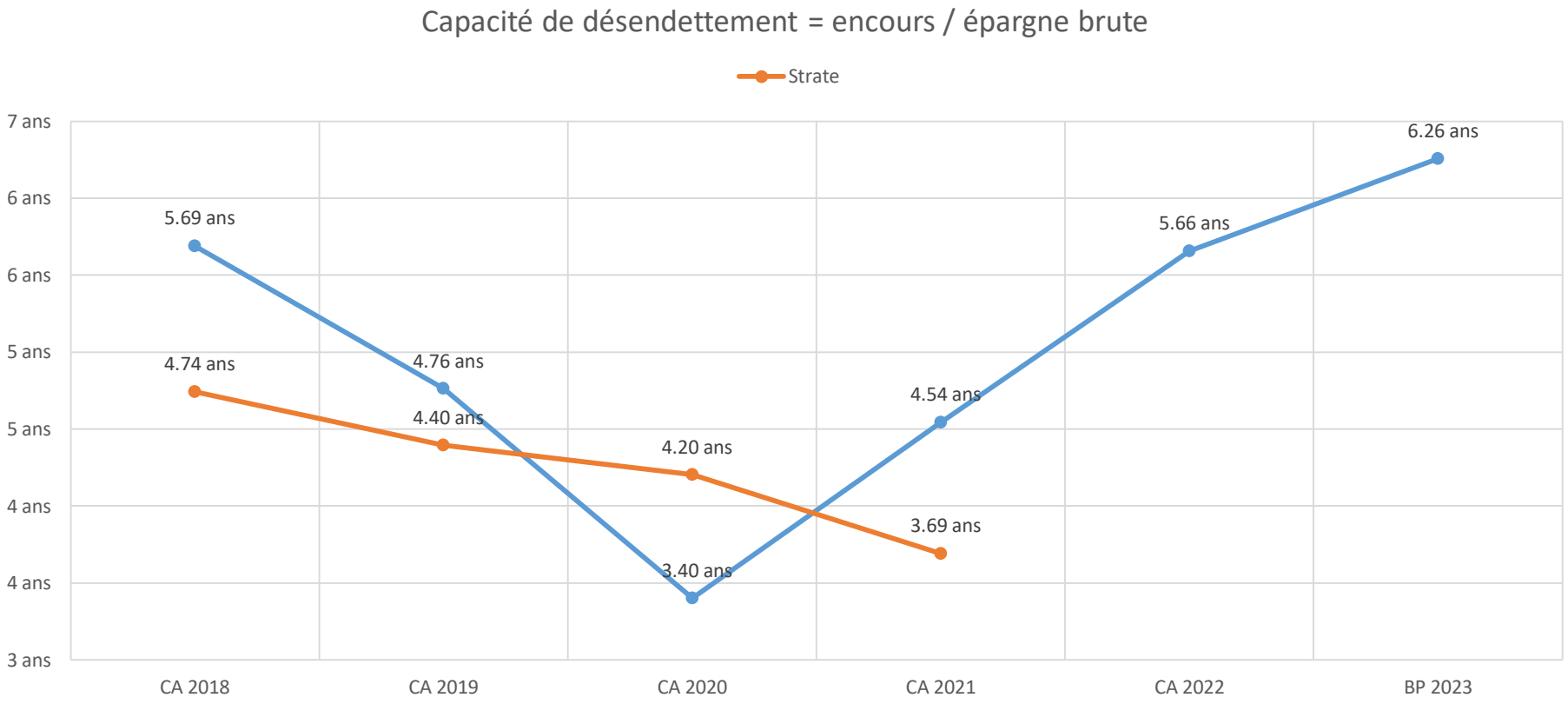


Versement 1M solde prêt 2021 et nouveau prêt 1M

Situation commune:



Situation commune:

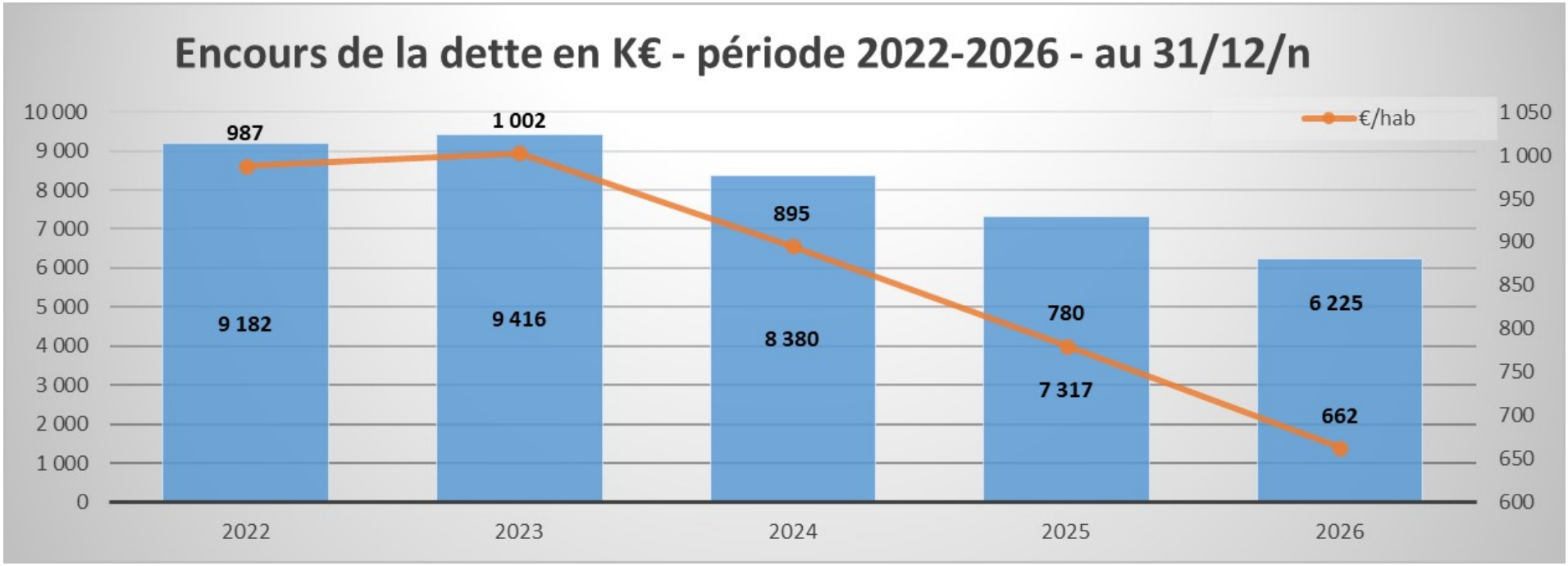


Programmes d'investissement 2023

Fort investissement en 2023 : 4 M €
dont restes à réaliser 1 M €

- Voiries 735 000 €
- Equipements sportifs 600 000 €
- Requalification rue du Monteil 553 000 €
- Centre de secours 300 000 € (solde)
- Liaison boulevard Vaneau 267 000 €

Impact de l'investissement 2023 sur l'endettement



Budget annexe service de l'eau

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 1 057 874,25	G 1 107 831,63	G-A 49 957,38
	Section d'investissement	B 225 330,13	H 902 443,80	H-B 677 113,67
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 322 536,85 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 139 937,08 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 1 423 141,46	Q= G+H+I+J 2 332 812,28	=Q-P 909 670,82

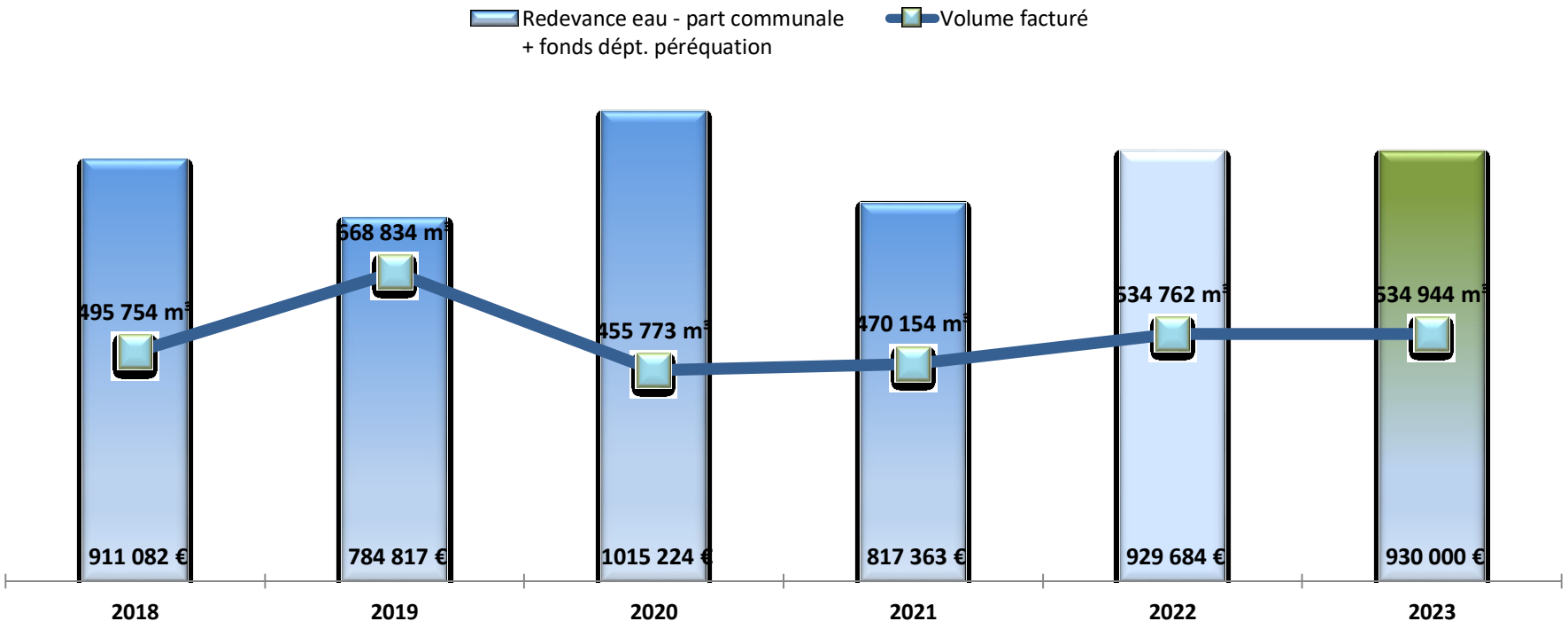
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 30 779,39	L 638 010,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 30 779,39	= K+L 638 010,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 1 057 874,25	= G+I+K 1 430 368,48	372 494,23
	Section d'investissement	= B+D+F 396 046,60	= H+J+L 1 540 453,80	1 144 407,20
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 1 453 920,85	= G+H+I+J+K+L 2 970 822,28	1 516 901,43

Soldes de gestion

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023				
Epargne de gestion	228 415 €	- 79 156 €	329 445 €	- 219 294 €	146 742 €	15 999 €				
Eparnge brute	237 551 €	- 73 918 €	354 832 €	- 75 718 €	150 822 €	21 999 €				
Epargne nette	237 551 €	- 73 918 €	354 832 €	- 75 718 €	134 822 €	- 10 001 €				
							2021 → 2022		2022 → 2023	
SOLDES DE GESTION SERVICE DE L'EAU	**CA 2018**	**CA 2019**	**CA 2020**	**CA 2021**	**CA 2022**	**BP 2023**	**Valeur abs**	**%**	**Valeur abs**	**%**
Fonctionnement										
Dépenses	**909 668 €**	**1 019 482 €**	**849 852 €**	**1 044 720 €**	**955 430 €**	**1 096 503 €**	**- 89 290 €**	**-8.5%**	**141 073 €**	**14.8%**
011 - Charges à caractère général	211 356 €	205 293 €	164 673 €	219 079 €	220 172 €	274 561 €	1 093 €	0.5%	54 389 €	24.7%
012 - Charges de personnel et frais assimilés	245 311 €	220 439 €	210 616 €	209 115 €	227 011 €	252 522 €	17 896 €	8.6%	25 511 €	11.2%
014 - Atténuations de produits	171 462 €	292 431 €	151 590 €	166 972 €	142 079 €	166 000 €	- 24 893 €	-14.9%	23 921 €	16.8%
65 - Autres charges de gestion courante	272 410 €	296 102 €	297 863 €	306 123 €	356 727 €	390 150 €	50 603 €	16.5%	33 423 €	9.4%
67 - Charges exceptionnelles	9 130 €	5 216 €	25 110 €	143 431 €	3 859 €	6 000 €	- 139 572 €	-97.3%	2 141 €	55.5%
66 - Charges financières	- €	- €	- €	- €	5 583 €	7 270 €	5 583 €	0.0%	1 687 €	30.2%
Recettes	**1 147 219 €**	**945 564 €**	**1 204 684 €**	**969 002 €**	**1 106 252 €**	**1 118 502 €**	**137 250 €**	**14.2%**	**12 250 €**	**1.1%**
70 - Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, marchandises	1 147 213 €	945 540 €	1 204 408 €	968 857 €	1 106 030 €	1 118 502 €	137 173 €	14.2%	12 472 €	1.1%
7011 - Ventes d'eau	911 082 €	784 817 €	1 015 224 €	817 363 €	929 684 €	930 000 €	112 320 €	13.7%	316 €	0.0%
701241 - Redevance pour pollution d'origine	139 938 €	90 599 €	104 523 €	88 597 €	100 742 €	114 000 €	12 146 €	13.7%	13 258 €	13.2%
704 - Travaux	28 206 €	14 337 €	10 493 €	14 905 €	14 651 €	15 002 €	- 254 €	-1.7%	351 €	2.4%
70611 - Redevance d'assainissement collectif	977 €	- €	172 €	- €	- €	- €	- €	0.0%	- €	0.0%
706121 - Redevance pour modernisation des réseaux de collecte	67 011 €	55 787 €	73 996 €	47 992 €	60 953 €	59 500 €	12 961 €	27.0%	- 1 453 €	-2.4%
75 - Autres produits de gestion courante	- €	1 €	- €	- €	1 €	- €	1 €	0.0%	- 1 €	-100.0%
77 - Produits exceptionnels	6 €	23 €	276 €	145 €	221 €	- €	76 €	52.7%	- 221 €	-100.0%

Budget annexe service de l'eau



Service de l'eau 2023

Structure de financement des investissement 2023	
Fonds de roulement 31/12/22 (y compris les restes à réaliser au 31/12/22)	1 516 901 €
Epargne nette	- 10 001 €
Emprunt d'équilibre (subventions potentielles non déduites)	607 982 €
Total ressources	2 114 883 €
Investissements nouveaux (hors restes à réaliser)	2 114 883 €

Budget annexe service de l'assainissemer

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 628 638,10	G 708 078,96	G-A 79 440,86
	Section d'investissement	B 384 568,90	H 623 099,02	H-B 238 530,12
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 591 181,94 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 520 870,55 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 1 534 077,55	Q= G+H+I+J 1 922 359,92	=Q-P 388 282,37

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 100 417,10	L 95 961,75
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 100 417,10	= K+L 95 961,75

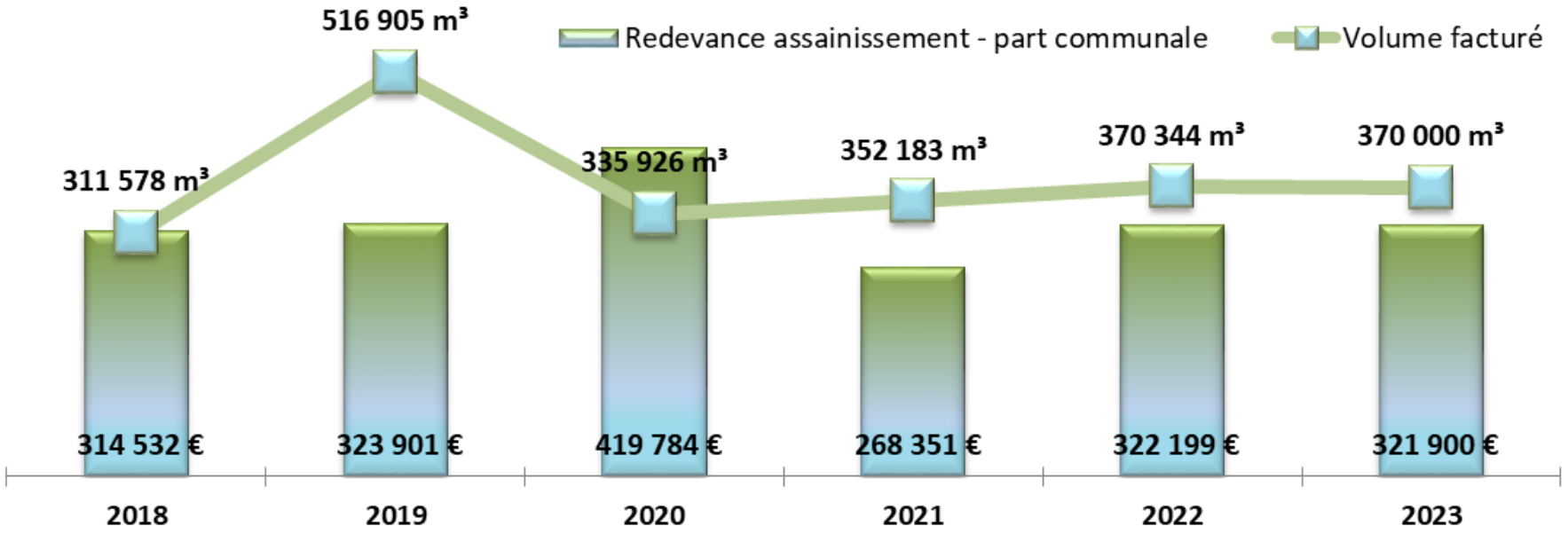
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 628 638,10	= G+I+K 1 299 260,90	670 622,80
	Section d'investissement	= B+D+F 1 005 856,55	= H+J+L 719 060,77	-286 795,78
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 1 634 494,65	= G+H+I+J+K+L 2 018 321,67	383 827,02

Soldes de gestion

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023
Epargne de gestion	249 997 €	222 736 €	395 830 €	56 124 €	167 087 €	17 732 €
Epargne brute	258 777 €	220 038 €	380 631 €	- 38 093 €	171 210 €	12 732 €
Epargne nette	241 287 €	195 050 €	354 512 €	- 65 083 €	143 309 €	- 16 122 €

							2021 → 2022		2022 → 2023	
SOLDES DE GESTION SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023	Valeur abs	%	Valeur abs	%
Fonctionnement										
Dépenses	374 965 €	386 449 €	358 874 €	547 003 €	502 721 €	565 533 €	- 44 283 €	-8.1%	62 813 €	12.5%
011 - Charges à caractère général	186 652 €	183 082 €	152 684 €	259 004 €	271 000 €	326 500 €	11 996 €	4.6%	55 500 €	20.5%
012 - Charges de personnel et frais assimilés	168 476 €	191 859 €	183 929 €	187 542 €	209 870 €	224 023 €	22 328 €	11.9%	14 153 €	6.7%
65 - Autres charges de gestion courante	4 015 €	1 972 €	836 €	143 €	5 953 €	6 010 €	5 810 €	4059.5%	57 €	1.0%
66 - Charges financières	7 486 €	6 832 €	6 158 €	5 401 €	4 688 €	4 000 €	- 713 €	-13.2%	- 688 €	-14.7%
67 - Charges exceptionnelles	8 336 €	2 704 €	15 266 €	94 913 €	11 209 €	5 000 €	- 83 703 €	-88.2%	- 6 209 €	-55.4%
Recettes	633 742 €	606 487 €	739 505 €	508 910 €	673 931 €	578 265 €	165 020 €	32.4%	- 95 666 €	-14.2%
70 - Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, marchandises	633 741 €	606 480 €	739 438 €	508 214 €	658 598 €	578 265 €	150 384 €	29.6%	- 80 333 €	-12.2%
704 - Travaux	11 098 €	14 135 €	15 560 €	16 313 €	16 875 €	15 000 €	562.00 €	3.4%	- 1 875 €	-11.1%
70611 - Redevance d'assainissement collectif	314 532 €	323 901 €	419 784 €	268 351 €	322 199 €	321 900 €	53 848.43 €	20.1%	- 299 €	-0.1%
70613 - Participations pour assainissement collectif	127 300 €	91 752 €	123 850 €	29 554 €	115 990 €	40 000 €	86 436.00 €	292.5%	- 75 990 €	-65.5%
7068 - Autres prestations de services	91 698 €	83 704 €	83 496 €	101 518 €	83 966 €	90 000 €	- 17 551.52 €	-17.3%	6 034 €	7.2%
7063 - Contributions des communes ou de l'EPCI (eaux pluviales)	89 113 €	92 988 €	96 749 €	92 479 €	119 569 €	111 365 €	27 090.00 €	29.3%	- 8 204 €	-6.9%
7011 - Ventes d'eau	- €	- €	- €	1 €	- €	- €	- 0.87 €	-100.0%	- €	0.0%
75 - Autres produits de gestion courante	1 €	1 €	- €	- €	- €	- €	- €	0.0%	- €	0.0%
77 - Produits exceptionnels	- €	6 €	67 €	696 €	15 332 €	- €	14 636 €	2102.6%	- 15 332 €	-100.0%

Budget annexe service de l'assainissement



Service de l'assainissement

Structure de financement des investissement 2023	
Fonds de roulement 31/12/22 (y compris restes à réaliser)	383 827 €
Epargne nette	- 16 122 €
Emprunt d'équilibre (subventions potentielles non déduites)	1 451 346 €
Total ressources	1 819 051 €
Investissements nouveaux (hors restes à réaliser)	1 819 051 €

Cinéma

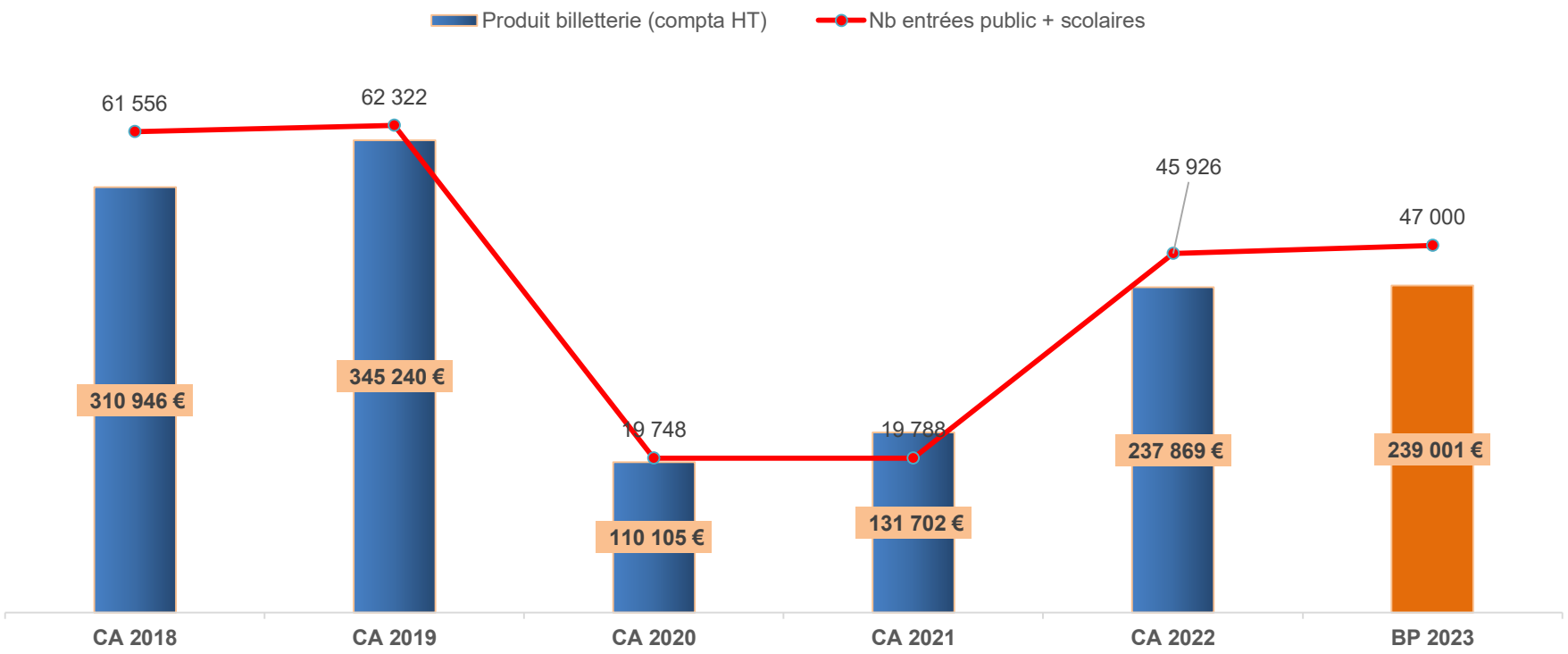
EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	407 209,50	G	445 542,24	G-A	38 332,74
	Section d'investissement	B	90 209,29	H	86 471,15	H-B	-3 738,14
		+		+			
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	0,00 (si déficit)	I	3 600,00 (si excédent)		
	Report en section d'investissement (001)	D	35 197,76 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)		
		=		=			
		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D	532 616,55	Q= G+H+I+J	535 613,39	=Q-P	2 996,84

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E	407 209,50	= G+I+K	449 142,24	41 932,74
	Section d'investissement	= B+D+F	125 407,05	= H+J+L	86 471,15	-38 935,90
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	532 616,55	= G+H+I+J+K+L	535 613,39	2 996,84

CINEMA


Produit billetterie (compta HT)
Nb entrées public + scolaires
61 556
62 322
19 748
19 788
45 926
47 000
310 946 €
345 240 €
110 105 €
131 702 €
237 869 €
239 001 €
CA 2018
CA 2019
CA 2020
CA 2021
CA 2022
BP 2023

CINEMA

Soldes de gestion

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023				
Epargne de gestion	95 297 €	129 812 €	61 351 €	95 207 €	92 131 €	59 993 €				
Epargne brute	66 294 €	103 338 €	38 336 €	73 751 €	73 726 €	42 039 €				
Epargne nette	- 4 039 €	26 797 €	- 26 813 €	5 880 €	3 018 €	2 538 €				
							2021 → 2022		2022 → 2023	
SOLDES DE GESTION REGIE DU CINEMA	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023	Valeur abs	%	Valeur abs	%
⊟ Fonctionnement										
⊟ Dépenses	411 357 €	429 992 €	274 819 €	254 194 €	356 799 €	371 718 €	102 605 €	40.4%	14 919 €	4.2%
⊞ 011 - Charges à caractère général	234 353 €	248 685 €	114 980 €	99 381 €	191 576 €	205 385 €	92 195 €	92.8%	13 809 €	7.2%
⊞ 012 - Charges de personnel et frais assimilés	148 000 €	154 830 €	136 821 €	133 355 €	146 817 €	148 370 €	13 463 €	10.1%	1 553 €	1.1%
⊞ 65 - Autres charges de gestion courante	- €	3 €	4 €	2 €	1 €	10 €	- 1 €	-41.6%	9 €	640.7%
⊞ 66 - Charges financières	29 004 €	26 415 €	23 009 €	21 456 €	18 405 €	17 853 €	- 3 051 €	-14.2%	- 552 €	-3.0%
⊞ 67 - Charges exceptionnelles	- €	59 €	6 €	- €	- €	100 €	- €	0.0%	100 €	0.0%
⊟ Recettes	477 650 €	533 330 €	313 156 €	327 945 €	430 525 €	413 758 €	102 580 €	31.3%	- 16 768 €	-3.9%
⊞ 013 - Atténuations de charges	- €	- €	14 085 €	19 116 €	400 €	- €	- 18 716 €	-97.9%	- 400 €	-100.0%
⊞ 70 - Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, marchandises	313 006 €	349 360 €	112 469 €	133 216 €	241 403 €	242 551 €	108 187 €	81.2%	1 148 €	0.5%
⊞ 74 - Subventions d'exploitation	38 925 €	42 353 €	12 114 €	31 538 €	54 128 €	43 000 €	22 590 €	71.6%	- 11 128 €	-20.6%
⊞ 75 - Autres produits de gestion courante	2 686 €	259 €	1 €	1 €	2 €	- €	1 €	115.6%	- 2 €	-100.0%
⊟ 77 - Produits exceptionnels	123 033 €	141 358 €	174 487 €	144 075 €	134 593 €	128 207 €	- 9 482 €	-6.6%	- 6 386 €	-4.7%
7741 - Subventions exceptionnelles de la collectivité de rattachement	120 033 €	139 858 €	159 356 €	58 812 €	118 000 €	128 207 €	59 188 €	100.6%	10 207 €	8.7%
773 - Mandats annulés (exerc. antérieurs)	- €	- €	- €	6 703 €	- €	- €	- 6 703 €	-100.0%	- €	0.0%
778 - Autres produits exceptionnels	3 000 €	1 500 €	15 131 €	78 560 €	16 593 €	- €	- 61 967 €	-78.9%	- 16 593 €	-100.0%

Lotissement les Hauts de Bilhard

LOTISSEMENT LES HAUTS DE BILHARD												
COUTS D'AMENAGEMENT (montants HT)			**PAYE au 31/12/22**	**BP 2023**	**TOTAL**						**CESSIONS →**	**1 480 850.00**
TOTAL			719 805.94	1 150	720 955.94						**EXCEDENT (1-2) →**	759 894.06
											Revers excédent anticipé antérieurs =	728 231.40
											Solde 2023 =	31 662.66

Revente d'énergie photovoltaïque

- Centrale de 100 kWc
- Budget annexe créé le 01/01/2023
- Régime de TVA : franchise de TVA
- Amortissement des biens sur 25 ans
- Revente en surplus 60% de la production estimée à 115 MWh (étude Indigo nov.19)
- 9000 € de prime d'installation / 1800 € x 5 ans
- 6 cts/kWh prix de rachat → 4 200 € /an